



2015: Une année charnière pour des crises économiques et financières et des guerres ?

Par [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 31 décembre 2014

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

« *Le patriote dangereux : « Celui qui verse dans le chauvinisme et fait montre d'un enthousiasme aveugle pour les actions militaires. Il se fait l'apôtre du militarisme et des idéaux de guerre et de gloire. Le chauvinisme est une forme orgueilleuse et belliqueuse de patriotisme, . . . laquelle cible de nombreux ennemis avec qui on ne peut traiter que par la force militaire et qui confond honneur national et victoires militaires. »* - James A. Donovan (1916-1970), avocat américain et commandant de la Réserve de la Marine des États-Unis

« *Là où existe une concentration du pouvoir entre quelques mains, trop souvent ce sont des hommes avec une mentalité de gangsters qui prennent le contrôle.* » - Lord Acton (1834-1902) (John E. Dalberg), historien catholique anglais, homme politique et écrivain

« *Si vous souhaitez la guerre, adoptez une doctrine. Les doctrines sont les plus effroyables tyrans auxquels les hommes peuvent être assujettis.* » - William Graham Sumner (1840-1910), universitaire américain

« *La grande règle de conduite pour nous en ce qui concerne notre politique étrangère est d'accroître nos relations commerciales, mais d'avoir avec les pays étrangers le moins de rapports politiques que possible. ... Notre véritable politique [étrangère] consiste à éviter les alliances permanentes avec quelque partie que ce soit du monde extérieur.* » - George Washington (1732-1799), premier président des États-Unis, (1789-1797), Discours d'adieu, 1796

De nos jours, des néoconservateurs ('[Neocons](#)') militaristes exercent un contrôle quasi complet sur le gouvernement américain derrière la façade de quiconque est le président en poste. En effet, on les retrouve derrière les politiques du Département d'État, du Pentagone, du Trésor américain et de la banque centrale américaine. Ils sont ainsi en mesure d'influencer et de dicter la politique étrangère, la politique militaire, les politiques économiques et financières et la politique monétaire des États-Unis.

Ce n'était guère le cas avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Ronald Reagan (1981-1989) alors que celui-ci adopta une « politique étrangère dite musclée » d'inspiration neocon, laquelle reposait sur l'interventionnisme militaire américain à l'étranger, la guerre perpétuelle, les renversements arbitraires de gouvernements étrangers, et une [gouvernance mondiale impériale](#) exercée par les États Unis sur tout enjeu impliquant des intérêts américains et ceux de leurs alliés les plus proches.

Même s'ils s'en sont moins bien tirés sous l'administration de George H. Bush (1989-1993), alors qu'on les considérait comme les « cinglés au sous-sol », les neocons américains sont remontés à la surface au sein du gouvernement américain de l'administration de Bill Clinton (1993-2001) en se faisant les architectes de la guerre du Kosovo menée par les USA et du démantèlement irresponsable de la [loi Glass-Steagall](#) qui mena à la crise financière mondiale de 2008.

Le coup de maître des néocons américains, cependant, fut de persuader le gouvernement de George W. Bush et de Dick Cheney de lancer l'invasion américaine (illégal) de l'Irak, en 2003, une guerre toujours d'actualité aujourd'hui et qui est même en pleine expansion, douze années plus tard. Ce sont eux également qui ont pondu la fameuse « [Doctrine Bush](#) » de la suprématie américaine unique, laquelle mettait de l'avant l'idée des guerres préventives (illégal) et celle du renversement par le gouvernement américain de gouvernements étrangers récalcitrants.

Les faucons néo-conservateurs américains ont longtemps véhiculé cette idéologie, surtout quand Paul Wolfowitz occupa le poste de secrétaire adjoint de la défense pour les politiques dans le gouvernement de George H. Bush (1989-1993), (même si ce dernier répudia publiquement leur doctrine), et aussi au moyen de divers rapports rédigés par un institut neocon surnommé « le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) » fondé par William Kristol et Robert Kagan.

En effet, après la chute de l'empire soviétique en 1991 et l'ère de paix qui s'ouvrait alors au monde, les néo-conservateurs se sont vite employés à combattre l'idée que les contribuables américains puissent profiter d'un certain « [dividende de la paix](#) ». À leurs yeux, il fallait plutôt que les États-Unis saisissent l'occasion créée par la chute de l'Empire soviétique pour consolider leur statut de seule superpuissance militaire mondiale. En conséquence, il ne fallait donc pas réduire les dépenses militaires américaines, mais bien plutôt les accroître. Leur but était ni plus ni moins de construire un [nouvel Empire américain](#) pour le 21ème siècle, sur le modèle de l'[Empire britannique](#) au 19ème siècle.

En effet, suite aux événements du 9/11 et l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche en 2001, Paul Wolfowitz, cette fois-ci en tant que sous secrétaire en titre à la Défense de Donald Rumsfeld, était en meilleure position qu'auparavant pour mousser l'idée d'augmenter les dépenses militaires américaines et pour formuler une nouvelle politique étrangère agressive pour les États-Unis.

Le fait le plus troublant, peut-être, était le fait que le PNAC avait publié un document en 2000, intitulé « Reconstruire les défenses de l'Amérique », (et dont Paul Wolfowitz fut signataire), lequel contenait une phrase énigmatique que seul un « nouveau Pearl Harbor » permettrait de faire accepter par le peuple américain les transformations dans la politique militaire américaine que le groupe néo-conservateur souhaitait. Et, comme par hasard, en septembre 2001, le « nouveau Pearl Harbor » se produisit sous la forme des attaques du 9/11.

Il en résulta, primo, la [guerre en Afghanistan](#), pays où les terroristes du 9/11 (originaires de l'Arabie Saoudite et de quelques autres pays) s'étaient entraînés, et secundo, la [guerre contre l'Irak](#), un pays nullement relié, même d'une manière éloignée, aux attentats du 9/11.

En ce début de 2015, les Néocons occupent des postes clés au sein de l'administration de Barack Obama et il ne faut pas se surprendre que la politique étrangère des États-Unis ne

soit guère différente de celle poursuivie par le gouvernement de George W. Bush. Ils s'emploient constamment à proposer des provocations, des affrontements, des conflits et des guerres. En fait, l'année 2015 pourrait bien être l'année où plusieurs des feux qu'ils ont allumés pourraient se transformer en conflagrations.

En voici quelques uns :

1- Le risque d'une autre crise financière et économique majeure

Le président américain Barack Obama signa, le 21 Juillet 2010, une version déjà édulcorée de la [loi Dodd-Frank](#) de réforme de Wall Street et de protection des consommateurs afin d'enrayer la corruption financière qui conduisit à la crise financière de 2008. La nouvelle loi avait pour but de rétablir une partie des dispositions de la Loi "Glass-Steagall" de 1933, laquelle fut en grande partie abolie par le gouvernement de Bill Clinton en 1999. Le tout afin d'éviter que les méga banques et les grandes sociétés d'assurance se servent des dépôts assurés par l'État pour se monter une pyramide de paris risqués sur le marché des produits dérivés (swaps de défaut de crédit, swaps de matières premières, titres adossés à des dettes et d'autres produits dérivés risqués du même acabit.

Mais fait surprenant! Seulement quatre ans plus tard, le 16 décembre 2014, des lobbyistes et des avocats travaillant à plein temps pour les méga banques persuadèrent le Président Obama de signer un énorme projet de loi omnibus de plus d'un milliard de dollars, déguisé en un budget. Or, on y trouvait une disposition spéciale qui visait à supprimer la règle connue sous le vocable de "swaps push-out", destinée à obliger les méga banques qui bénéficient d'une assurance publique pour leurs dépôts à créer des filiales séparées pour spéculer sur certains types de produits dérivés.

En d'autres termes, les méga banques américaines sont maintenant en mesure de spéculer avec les dépôts assurés par le gouvernement. Quand un tel château de cartes financier s'effondrera de nouveau est impossible à prédire, mais on peut raisonnablement être certain que cela arrivera, surtout si un choc politique ou économique grave allait frapper l'économie.

Je qualifierais ce jeu législatif de "casse-cou financier" et j'appellerais l'abdication d'Obama face aux méga banques de geste de "lâcheté politique". Car, ne nous méprenons point, on sait tous qui paiera pour les pots cassés quand cela se produira. Ce seront les gens ordinaires et certainement pas les méga banques, lesquelles ont réussi, après la crise financière de 2008, à transformer en argent sonnant la montagne de leurs titres insolubles, adossés à des créances, avec l'aide complaisante de la Fed.

L'économie américaine et celle de nombreux autres pays sont encore sous le choc de la crise financière de 2008, laquelle fut provoquée par des politiciens et des banquiers corrompus, avec leurs règlements laxistes ou inexistantes et leurs programmes de spéculation excessive. De telles économies sont vulnérables et sensibles à des chocs financiers imprévus, essentiellement parce les ratios dette-revenu sont encore élevés dans de nombreux pays, y compris aux États-Unis où le ratio d'endettement a atteint un sommet de 177 pour cent juste avant la récession économique de 2008-09 et où il se situe encore aujourd'hui à hauteur de 152 pourcent. (Historiquement, le ratio des dettes sur les revenus est demeuré bien en deçà de 90 pourcent.) Une hausse soudaine des taux d'intérêt pourrait donc avoir des conséquences néfastes pour plusieurs économies.

D'une part, il y a l'[Union européenne](#) (UE), la plus grande économie mondiale, laquelle est au bord du gouffre d'une récession économique. Cela est dû à plusieurs facteurs, à commencer par les effets pervers des divers programmes d'austérité des pouvoirs publics, à ceux découlant d'un euro surévalué (pour plusieurs pays de la zone euro) et à ceux qui découlent du conflits avec la Russie au sujet de l'élargissement de l'OTAN pour englober l'Ukraine. On s'accorde pour dire que l'Europe vit présentement une décennie perdue avec ses taux de chômage élevés, son faible taux de croissance économique et la détérioration généralisée des conditions sociales dans plusieurs pays européens. Et, on ne voit pas encore la lumière au bout du tunnel.

L'[économie chinoise](#), la troisième plus grande économie du monde, fonctionne également au ralenti. La Chine possède une capacité excédentaire de fabrication compte tenu de la faible demande mondiale, tandis que ses exportations sont pénalisées par l'appréciation de 25 pour cent du renminbi depuis 2004. En outre, son secteur financier est également vulnérable dû au fait que son niveau d'endettement est maintenant à hauteur de 176 pour cent de son produit intérieur brut (PIB). L'économie chinoise doit également composer depuis quelques années avec les changements structurels que le gouvernement chinois souhaite mettre de l'avant afin de réduire la trop grande dépendance du pays sur les marchés étrangers. Le gouvernement vise ainsi à passer d'un modèle économique axé sur l'exportation à un modèle reposant davantage sur la demande intérieure.

Du [côté américain](#), l'économie est encore fragile et semble incapable de générer suffisamment de nouveaux emplois, malgré une certaine embellie ces derniers mois, alors même que le taux de participation au marché du travail a diminué, passant de 66,5 pour cent avant la récession économique de 2008-09 à seulement 62,7 pour cent présentement. Le fait que de nombreux Américains occupent des emplois à temps partiel tout en souhaitant avoir un emploi à temps plein, et que les salaires réels de ceux qui travaillent ou bien stagnent ou sont en baisse, sont autant d'indicateurs de cette précarité.

Comme le gouvernement américain n'a aucune politique fiscale ou industrielle digne de ce nom, il incombe à la banque centrale, la Fed, de suppléer avec la politique monétaire la plus agressive de son histoire. En effet, la Fed a quadruplé ses prêts aux grandes banques, depuis 2008, à raison de \$ 4,5 trillions, et elle a poursuivi une politique risquée de taux d'intérêt artificiellement bas, certains frôlant le zéro.

Avec une telle politique, la Fed a provoqué l'émergence d'une gigantesque [bulle des actifs financiers](#). Le dénouement de cette prodigalité monétaire ne sera pas une tâche facile. Qui plus est, le gouvernement américain sera plongé dans une impasse politique au cours des deux prochaines années, alors que le Congrès américain sera sous contrôle républicain, en opposition à un président démocrate. Cela ne facilitera guère la tâche du gouvernement s'il lui fallait faire face à une nouvelle crise financière.

Un autre signe inquiétant est l'effondrement de la vitesse de circulation de la monnaie aux États-Unis, un phénomène ressemblant à celui connu à la fin des années '20, juste avant le début de la Grande Dépression. La vitesse de la monnaie est aujourd'hui à son niveau le plus bas des vingt dernières années. Le fait que le secteur gouvernemental et le secteur financier aux États-Unis soient tous deux affaiblis est de nature à soulever des inquiétudes pour les prochaines années.

2- Danger réel d'un affrontement thermonucléaire avec le regain de la vieille guerre froide avec la Russie

Jouer au casse-cou en matière financière est une chose; jouer avec le feu avec la guerre nucléaire en est une autre. Malheureusement, le gouvernement américain semble se complaire dans ces deux paris risqués en mettant de l'avant des politiques néoconservatrices.

En effet, depuis quelques années, le gouvernement américain s'est lancé dans une guerre d'agression géopolitique contre la Russie, d'abord en adoptant une [politique d'encerclement](#) géopolitique et militaire de ce pays avec l'intention avouée d'élargir l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie en y intégrant l'[Ukraine](#), et ensuite, en menant une guerre économique ouverte contre la Russie afin de saper son économie et, à terme, afin de provoquer un changement de régime dans ce pays. C'est un jeu dangereux.

Certains parmi les Neocons les plus lunatiques souhaitent ouvertement une [3ème guerre mondiale](#), mettant en cause cette fois-ci la Russie, un pays contre lequel ils semblent nourrir une animosité toute personnelle. Ce sont-là quelques-uns des conseillers auxquels le président américain Barack Obama prête oreille.

Le pétrole comme arme politique

La baisse de 50 pourcent des prix du pétrole en 2014 a de fortes chances de faire partie d'un plan de [guerre économique](#) élargi menée par les USA pour déstabiliser l'économie russe en provoquant une crise sur le marché international du pétrole, sachant fort bien que 50 pourcent des recettes de l'État russe provient de ses ventes d'exportation de pétrole et de gaz. Les décideurs politiques à Washington D.C. ont comme objectif premier de briser la dépendance qu'ont les européens envers la grande société russe Gazprom, et ainsi affaiblir l'économie russe et renforcer leur influence sur l'Europe, en lui substituant des fournisseurs de pays clients des USA, tels l'Arabie saoudite et le Qatar.

Une telle baisse artificielle du prix du pétrole semble être un complément aux décisions déjà connues, soit d'imposer à la Russie des sanctions unilatérales sévères, tant économiques et financières, dont la source est le [Bureau du Trésor américain pour la lutte anti-terrorisme et le renseignement financier](#), (une agence créée en 2004 suite à un lobbying intense de la part l'[AIPAC](#)) et d'autres tentatives mises de l'avant par le gouvernement américain pour réduire la dépendance de l'Europe envers le pétrole et le gaz russes.

En septembre dernier, l'Arabie saoudite, un pays jouissant d'une capacité excédentaire de production de pétrole à faible coût (et donc en mesure de manipuler le prix international du pétrole), a soudainement et dramatiquement décidé de vendre son pétrole brut à des prix fortement réduits et de maintenir sa production à de hauts niveaux, en dépit d'une baisse de la demande mondiale de pétrole.

Cela rappelle, à l'inverse, ce que firent l'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP à l'automne 1973 quand ils quadruplèrent d'un coup le prix du pétrole et provoquèrent une récession économique mondiale.

Il n'y a pas si longtemps, soit en 1986, l'Arabie saoudite se lança dans une opération semblable en inondant le marché international de pétrole bon marché, ce qui fit dégringoler le prix du baril de pétrole à moins de dix dollars. Cela se fit avec l'accord du gouvernement américain de Ronald Reagan. L'objectif était alors de saper les économies de l'Union soviétique et de son allié l'Irak, même si d'autres économies productrices de pétrole, telle l'économie canadienne, subirent les contre coups de la manœuvre.

Cette fois-ci, il semble y avoir un échange de bons procédés entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. En effet, l'objectif principal d'un point de vue américain est d'affaiblir les secteurs énergétiques des économies russe et iranienne, et de nuire aux finances du gouvernement russe du président Vladimir Poutine, tout en s'assurant la collaboration de l'Arabie saoudite dans la lutte contre le groupe [État islamiste \(EI\)](#) en Irak et en Syrie.

Du point de vue de l'Arabie saoudite, une guerre des prix du brut lui permet d'atteindre des objectifs régionaux et internationaux de trois façons.

Tout d'abord, il est bien connu que le gouvernement saoudien veut continuer à dominer la production de pétrole et de gaz dans toute la région du Moyen-Orient, mais doit faire face à l'Iran et à la Syrie dans sa volonté d'investir le riche marché européen. En deuxième lieu, le gouvernement saoudien aimerait également faire pression sur la Russie pour que ce dernier mette fin à son appui au gouvernement al-Assad en Syrie. Troisièmement, l'Arabie saoudite souhaite également regagner ses parts de marché perdues aux mains de producteurs de pétrole plus coûteux, soit ceux qui produisent du pétrole de schiste ou du pétrole à partir de sables bitumineux. En faisant chuter les prix du pétrole, l'Arabie saoudite espère ainsi réduire ou même acculer à la faillite ces productions alternatives de pétrole, en les rendant moins rentables.

Une telle démarche n'est toutefois pas sans conséquences, car elle va nuire gravement à la production de pétrole de schiste dans le Dakota du Nord aux États-Unis, tandis que des états producteurs de pétrole comme le Texas pourraient entrer en récession, même si l'économie globale des États-Unis devrait bénéficier d'un pétrole moins cher. La production de pétrole à partir des sables bitumineux en Alberta, au Canada, sera également frappée de plein fouet et cela se traduira par une baisse du dollar canadien, et possiblement par une récession économique au Canada. Les industries pétrolières à partir de schiste et de sables bitumineux seront les principales victimes innocentes de la politique géopolitique globale poursuivie par le gouvernement américain et ses alliés du Moyen-Orient.

En effet, considérant que le royaume de l'Arabie Saoudite est un proche allié des États-Unis, il est fort improbable que la décision d'inonder le marché international du pétrole et de précipiter une chute rapide des prix ait été prise sans un accord tacite, ou même formel, de la part du gouvernement américain. En réalité, on pense que lorsque le Secrétaire d'État américain John Kerry a rencontré le roi Abdallah en septembre dernier, un [marché](#) aurait été conclu à cet effet.

L'Ukraine en tant que pion géopolitique

Venons-en maintenant à la déstabilisation du pays voisin de la Russie, soit l'[Ukraine](#). La Secrétaire d'État-adjointe au Département d'État américain, Victoria Nuland, a confirmé que le gouvernement américain a joué un rôle très actif dans le renversement du gouvernement ukrainien légitimement élu, en février dernier, avec l'objectif avoué d'installer dans ce pays un [gouvernement fantoche](#) sous tutelle américaine. Ce type de politique fait une parodie de l'idéal démocratique et démontre jusqu'à quel point le gouvernement américain poursuit une politique agressive d'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays.

Mme [Victoria Nuland](#), nommée Secrétaire d'État-adjointe pour l'Europe et l'Eurasie par le président Barack Obama et une néoconservatrice consommée, a confirmé publiquement que le gouvernement américain a « investi » 5 milliards de dollars dans le but de déstabiliser l'Ukraine et créer un conflit entre ce dernier pays et la Russie. Il est difficile de

ne pas conclure que la crise ukrainienne est une crise « made in Washington ». Sa célèbre et insultante [remarque](#) à propos de l'Europe [« f *** l'UE »] est une autre indication assez évidente que le gouvernement américain voulait provoquer une crise avec la Russie, non pas pour aider les Européens, mais bien plutôt pour servir ses propres objectifs impériaux, quels que soient les coûts qui en résulteraient pour le peuple russe et pour les Européens.

Encore plus troublant, peut-être, est l'irresponsabilité avec laquelle la Chambre des représentants américaine a adopté la [résolution 758](#), le 4 décembre 2014, un geste qui équivaut à toutes fins pratiques à une déclaration de guerre contre la Russie, le tout fondé sur de fausses prémisses, sur des faits déformés et sur de fausses accusations. Avec ce genre de leadership irresponsable, le monde est actuellement en de très mauvaises mains.

En vérité, si des [missiles soviétiques plantés à Cuba](#), à 150 kilomètres des côtes américaines, étaient inacceptables pour le gouvernement des États-Unis en 1962, des missiles américains en Ukraine, aux portes de la Russie, sont tout aussi bien inacceptables pour le gouvernement russe en 2015. Ce qui est bon pour l'un est bon pour l'autre. Pour quiconque connaît l'histoire, cela ne devrait pas être trop difficile à comprendre.

Conclusion

Si les affaires mondiales allaient prendre une tournure pour le pire en 2015, le monde devrait savoir qui en sont les principaux responsables. Certains croient que les événements qui se produisent sur la scène internationale sont l'effet du hasard et qu'ils ne résultent d'aucune planification. Ils ont tort. Deux fois tort. De mauvaises politiques gouvernementales, des méfaits, des opérations sous faux pavillon ou de simples mauvais calculs sont souvent au cœur de plusieurs crises géopolitiques, qu'elles soient financières, économiques ou militaires. Il arrive parfois que les « cinglés au sous-sol » soient en charge.

Il devient de plus en plus clair, même pour les non informés et les mal informés parmi nous, que la nouvelle confrontation de guerre froide est-ouest avec la Russie est venue de Washington D.C. et que la Russie n'en a pas été l'instigatrice (comme la propagande officielle veut le faire croire), mais que le gouvernement russe a plutôt réagi à toute une série de provocations menées par les USA.

Pourquoi cette kyrielle d'interventions déstabilisantes à travers le monde de la part de certains éléments du gouvernement américain ? À qui une telle instabilité profite-t-elle ? C'est une bonne question à laquelle les Américains ordinaires devraient répondre.

Autres questions : Au plan intérieur, est-ce que l'économie américaine devrait continuer à être dirigée par des banquiers ? Au plan international, est-ce que le gouvernement américain devrait poursuivre sa politique qui consiste à provoquer délibérément le gouvernement russe en le poussant dans ses derniers retranchements et à multiplier les mesures pour saper l'économie russe ? —Ce sont là des actes de guerre. Est-ce que les Américains ordinaires sont en accord avec de telles politiques ? Qui profitera le plus et qui va perdre le plus si cela allait mener à une guerre nucléaire ? Puisque les Européens serviront de chair à canon dans un tel conflit, c'est aussi une question à laquelle les Européens devraient aussi répondre.

De nos jours, ce dont le monde a désespérément besoin, c'est d'une gouvernance mondiale régie par la loi, et non pas la férule d'un empire chauvin et belliqueux qui ne voit qu'à ses propres intérêts.

Plus fondamentalement peut-être, devrions-nous rejeter la fausse idéologie de confrontation permanente entre les nations. C'est une grave et dangereuse erreur, laquelle ne peut mener le monde qu'au désastre.

Rodrigue Tremblay

Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et on peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay@yahoo.com

Il est l'auteur du livre [du livre « Le nouvel empire américain »](#) et du livre [« Le Code pour une éthique globale »](#).

Prière de visiter son blogue à l'adresse suivante :

<http://www.thenewamericanempire.com/blog.htm>.

Site Internet de l'auteur :

<http://www.thenewamericanempire.com/>

Pour plus d'informations concernant le dernier livre du professeur Tremblay intitulé : « *Le Code pour une éthique globale* », voir :

<http://www.lecodepouruneethiqueglobale.com/>

Prière de faire suivre l'article :

http://www.lecodepouruneethiqueglobale.com/pb/wp_5b545ea3/wp_5b545ea3.html - 2015

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Rodrigue Tremblay](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca